



## Séance spéciale

Mercredi 15 juin 2011, 10 h 45

Présidence de M. Nkili

### ALLOCUTION DE SON EXCELLENCE

M. VLADIMIR POUTINE,

PREMIER MINISTRE DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

#### Le PRÉSIDENT

Nous avons aujourd'hui l'honneur et le privilège d'accueillir M. Vladimir Poutine, Premier ministre de la Fédération de Russie.

Pour accueillir et présenter notre illustre invité, je donne la parole à M. Juan Somavia, Secrétaire général de la Conférence internationale du Travail.

*Original anglais:* Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL de la CONFÉRENCE

Excellence, Monsieur le Premier ministre de la Fédération de Russie, M. Poutine, soyez le bienvenu à l'Organisation internationale du Travail.

C'est un grand honneur que vous nous faites. Nous sommes heureux de vous souhaiter la bienvenue ici, dans cette grande assemblée du monde du travail, des employeurs, des travailleurs et des représentants gouvernementaux à l'OIT.

Votre présence à cette 100<sup>e</sup> session marque un moment historique. Vous êtes le premier chef de gouvernement de votre grand pays à s'adresser à notre Conférence. La Fédération de Russie a été au centre de toute une série de transformations, les plus remarquables, qui ont eu lieu dans l'histoire du monde, et la route n'a pas été sans écueil.

En cette époque de grands changements, la Fédération de Russie continue à être un acteur central. Nous avons beaucoup de choses à admirer, beaucoup à apprendre de votre expérience. Vous avez été un grand architecte du changement.

Monsieur le Premier ministre, votre présence ici est une expression très forte de l'engagement de la Russie pour l'Agenda du travail décent.

A une époque de transition, la Fédération de Russie a reconnu l'importance des valeurs de l'OIT et le rôle du tripartisme. Vous avez accordé une attention toute particulière au système normatif de l'OIT afin d'obtenir de meilleurs résultats pour votre population en ratifiant toute une série de conventions importantes et d'autres suivront, comme vous venez de me le dire.

Notre collaboration se poursuit. Au mois de mars 2010, notre partenariat était réaffirmé par la signature d'un accord de coopération tripartite couvrant la période 2010-2012 qui est mis en œuvre avec beaucoup de succès.

La Fédération de Russie a également été un partenaire très fort de l'OIT et de ses objectifs au niveau

international, y compris dans le contexte des Nations Unies, du G8 et du G20, ce qui, en fait, donne encore un poids supplémentaire à votre visite ici.

Je me réjouis de poursuivre cette collaboration dans le cadre des BRIC qui me semble être une évolution internationale très importante.

Excellence, la réaction de votre gouvernement à la crise mondiale récente a montré le souhait de vivre à la hauteur du principe fondamental selon lequel le travail n'est pas une marchandise. C'était une époque difficile et complexe, nécessitant une direction et des choix difficiles. Votre gouvernement a eu recours au dialogue et au tripartisme comme étant la meilleure façon de jeter les bases de l'avenir et je vois que vous êtes accompagné des partenaires sociaux russes.

Les mêmes idées continuent à accompagner la reprise et les politiques de l'avenir. L'engagement de votre gouvernement, la dimension sociale de la vie, sont peut-être le mieux résumés par ce que vous avez dit dans votre récent rapport à la Douma. Vous aviez alors déclaré: «La Fédération de Russie est un Etat social de par sa Constitution et jamais nous ne reviendrons sur nos engagements sociaux quoiqu'il arrive, le gouvernement peut vous le garantir.»

Ce sont là des paroles très encourageantes, surtout maintenant que nous voyons des signes de retour à des politiques *business as usual*. Ce sont ces politiques qui, justement, ont mené l'économie au bord de l'abîme. Nous sommes certains que vous, que la Fédération de Russie, n'hésitez pas à défendre ces équilibres, des équilibres qui donnent les meilleurs résultats pour tous, pour les travailleurs et pour les entreprises, pour les familles et pour les communautés ainsi que pour l'économie, pour un pays individuel, de même que pour la communauté internationale.

Excellence, nous savons que la Fédération de Russie n'est pas à l'abri des défis et des menaces de la mondialisation mais, si l'on en juge par l'expérience passée et présente, la Russie a l'endurance, l'esprit et les connaissances nécessaires pour y faire face. Nous sommes embarqués sur la même route.

Nous croyons vraiment que, par le biais des choix que nous faisons à l'OIT en misant sur la justice, sur le travail décent, sur les entreprises durables, sur l'égalité, nous sommes du bon côté de l'histoire et nous sommes honorés du fait qu'aujourd'hui vous êtes avec nous, ici, alors que nous célébrons notre 100<sup>e</sup> session avec des résultats très productifs.

Merci beaucoup Monsieur de nous honorer de votre présence.

J'ai maintenant l'honneur de donner la parole à M. Vladimir Poutine, Premier ministre de la Fédération de Russie.

---

*Original russe: M. Vladimir POUTINE (Premier ministre, Fédération de Russie)*

---

C'est pour moi un grand honneur que de m'exprimer devant un auditoire aussi distingué pour vous exposer quelques considérations sur les tendances sociales et économiques de la période récente.

Mais je voudrais tout d'abord souligner le rôle particulièrement important joué par l'Organisation internationale du Travail, l'une des institutions internationales les plus anciennes et certainement l'une de celles dont la voix est la plus écoutée sur la scène internationale.

Dans divers contextes politiques, en période de déclin ou de reprise économique, l'OIT a constamment défendu les intérêts des travailleurs, leur droit à des conditions de travail décentes et sûres et à des garanties solides de protection sociale. Les mérites de l'OIT ont d'ailleurs été consacrés par le prix Nobel de la paix, qui lui a été décerné en 1969.

L'efficacité de l'Organisation internationale du Travail s'explique dans une large mesure par sa structure tripartite unique au sein de laquelle les gouvernements, les employeurs et les syndicats ont une voix égale lors de la prise de décisions. C'est précisément ce dialogue social constructif qui a permis à l'OIT de lancer des initiatives mûrement réfléchies et optimales durant la crise financière et économique mondiale de 2009-10, alors que la communauté internationale se trouvait confrontée à une épreuve réellement critique.

Aujourd'hui, l'économie mondiale connaît une reprise graduelle, mais nous ressentons encore les effets de ces bouleversements. En Fédération de Russie, nous sommes encore loin d'une reprise totale, même si on observe des tendances dans ce sens. Nous avons déjà recouvré deux tiers du volume d'activité économique. Pour autant, nous ne sommes pas encore revenus au niveau d'avant la crise.

Il est, bien sûr, tentant, dans ces conditions, de prendre des décisions de nature à remettre en question les droits de l'homme et les libertés fondamentales et à créer de nouveaux risques. Nous sommes tous conscients du fait que les problèmes et les déséquilibres économiques d'aujourd'hui ont un caractère systémique et que nous n'en éliminerons pas les causes profondes par des mesures superficielles ou palliatives.

Il est évident que nous avons besoin d'un modèle solide, d'un modèle harmonieux de croissance économique, propre à garantir le progrès non pas pour un petit nombre d'Etats élus, pas même pour quelques-uns, mais pour l'ensemble de la communauté mondiale.

Je voudrais souligner à cet égard que les Etats, les entreprises et les institutions internationales politiques et financières ne sauraient oublier leurs principales responsabilités à l'égard des citoyens ni leur mission fondamentale.

Telle est, à nos yeux, l'une des grandes leçons de la crise mondiale, qui doit nous servir à l'élaborer une stratégie de développement à long terme. C'est l'homme, sans aucun doute, et son droit à vivre dans la dignité et d'exploiter librement ses connais-

sances et ses capacités qui doivent être au centre de cette stratégie.

Au XXI<sup>e</sup> siècle, on ne peut plus considérer que le travail humain est simplement un facteur de production mécanique, un instrument anonyme pour parvenir à tel ou tel indicateur économique. Il est impératif de repenser le rôle fondamental et la place du travail.

Je dirais même plus. La société d'aujourd'hui et l'économie contemporaine ne pourront plus se développer de manière durable si elles ne placent pas le capital humain au cœur du débat, si l'on ne crée pas les conditions indispensables pour exploiter pleinement le potentiel créatif de chaque être humain.

Il semblerait que ce soit là l'évidence même et qu'elle ne souffre aucune discussion. Or, dans la pratique, on constate des divergences d'intérêts, c'est le moins que l'on puisse dire. Le Secrétaire général de la Conférence internationale du Travail et moi-même venons de débattre de toute une série de problèmes qui se posent aujourd'hui, et il m'a dit une chose très importante, à savoir qu'il faut parvenir à un équilibre. On ne peut que l'approuver.

Du point de vue des gouvernements, de n'importe quel gouvernement, il est absolument essentiel d'atteindre un certain nombre d'objectifs sociaux. Mais pour mener ces tâches à bien, chaque gouvernement doit impérativement assurer un certain taux de croissance économique, accroître les recettes fiscales et mobiliser les moyens requis pour la mise en œuvre de grands projets et programmes publics. Bien souvent, il faut bien l'avouer, ces programmes et ces projets publics occultent les problèmes sociaux ou les relèguent au second plan.

On a parfois l'impression que c'est le programme qui devient la valeur absolue. Mais il arrive que certains programmes publics n'apportent pas véritablement de solution aux problèmes sociaux, par exemple s'il s'agit d'un programme pour la défense et la sécurité.

Quant aux entreprises, elles s'efforcent avant tout d'accroître la productivité du travail, de réduire les dépenses et d'assurer leurs revenus, et cela les conduit parfois à abaisser les niveaux de rémunération, à licencier, voire à négliger les aspects de sécurité lors de l'organisation du processus de travail. Quant au travailleur, il importe de lui assurer les conditions d'un travail décent ainsi qu'une rémunération équitable pour sa contribution au processus économique et à la réalisation des bénéfices.

Nous sommes, quant à nous, en contact permanent avec nos syndicats. Nous ne sommes pas toujours d'accord, mais il est évident qu'il est de la plus haute importance que les représentants des travailleurs soient des personnes parfaitement au courant de la situation économique, afin que leurs exigences correspondent aux réalités et pour éviter que des exigences excessives et injustifiées n'entraînent un effondrement du système.

Dans l'ensemble, cependant, nous sommes face à une situation où l'objectif d'efficacité économique et les intérêts liés à la raison d'Etat ne concordent pas toujours avec les impératifs du développement social et humain. C'est malheureux, mais c'est ainsi.

Comment trouver l'équilibre entre les intérêts de l'Etat, du monde des affaires et des salariés? Comment faire pour créer les conditions du travail décent tout en préservant les indicateurs économiques, les indices de marché et les taux de croissance?

Personne, à l'heure actuelle, n'a la panacée. Personne n'a de solution universelle. D'où la nécessité d'élargir le débat d'idées, de conceptions et d'opinions différentes et d'ouvrir une discussion qui ne se limite pas à des cadres professionnels étroits, mais permette de formuler une réponse tout à fait appropriée et de trouver la solution qui s'impose.

L'Organisation internationale du Travail offre le cadre idéal pour mener cette réflexion collective globale. Le caractère unique de l'OIT – qui réunit dans une même enceinte les représentants des gouvernements, des entreprises et des syndicats – remplit les conditions objectives pour rechercher des solutions multipartites équilibrées.

L'OIT en est bien consciente. En témoigne le Pacte mondial pour l'emploi, adopté à l'unanimité en juin 2009.

La thèse fondamentale de ce document très important est précisément qu'il faut refuser les mesures simplistes de lutte contre la crise. Il faut par exemple éviter de réduire les salaires ou les garanties sociales qui préservent les intérêts des travailleurs.

La Fédération de Russie fait plus que soutenir le Pacte mondial pour l'emploi. Elle prend toutes les mesures possibles pour que la population n'ait pas à supporter tout le fardeau des problèmes économiques. Nous avons mis en place un programme national de lutte contre la crise basé sur ce principe. Ce programme, je le précise, est le résultat d'une collaboration entre le gouvernement de la Fédération de Russie, les syndicats et les milieux d'affaires.

Nous avons pu nous convaincre, sur la base de notre expérience, qu'il était important de disposer de mécanismes de réglementation des relations professionnelles qui soient rôdés et éprouvés, des instruments de partenariat social qui fonctionnent bien et qui permettent de trouver des solutions aux nouveaux problèmes par des pourparlers, en recherchant le compromis et en prenant en compte mutuellement les intérêts et les possibilités des uns et des autres.

C'est ce qui nous a permis de préserver des normes sociales fondamentales et des relations constructives entre toutes les parties prenantes au dialogue social.

Et je dois dire que nous en sommes très reconnaissants aux représentants du monde des affaires et aux représentants des travailleurs car ce dialogue, est loin d'être facile. Mais nous avons réussi à mener ce dialogue dans un climat constructif pour parvenir à un consensus.

Nous ne nous sommes pas engagés sur la voie du gel des salaires et des allocations des fonctionnaires. Je dirais même que nous avons été de l'avant. Nous n'avons pas remis à plus tard les projets nécessaires de modernisation des systèmes de santé et d'éducation, de développement démographique et de soutien aux familles.

La Fédération de Russie est le seul pays au monde à avoir, au plus fort de la crise, élaboré et mis en œuvre une modernisation fondamentale de son système de retraite. Les pensions de retraite ont immédiatement augmenté l'année dernière de 45 pour cent. Nous avons mené une politique active non seulement dans ce domaine, mais nous avons aussi indexé toutes les allocations sociales, sans exception; tout ce qui avait été prévu avant la crise a été réalisé.

Bien entendu, l'indexation des retraites des fonctionnaires ne s'est pas faite sans difficulté. A la fin de 2008, la caisse de retraite des fonctionnaires a bénéficié d'une augmentation de 30 pour cent.

Malheureusement, à la fin de l'année 2010, nous n'avons pas pu indexer les salaires des fonctionnaires. Cette année, une indexation de 6,5 pour cent interviendra dans le courant de l'été, et nous pensons faire un pas de plus à l'automne.

Cette politique active et dynamique de développement social est devenue pour nous l'un des instruments les plus importants de la lutte contre la crise. Je ne peux que me rallier à l'avis du Directeur général qui m'a dit aujourd'hui, lors de notre conversation, que le soutien aux couches les plus vulnérables de la population est une mesure essentielle car ce sont des personnes qui n'ont pas d'épargne et qui ne peuvent pas mettre de l'argent de côté. Ces personnes dépendent leur salaire dans les magasins, en soutenant d'ailleurs par là la production nationale, puisqu'elles achètent souvent les produits les moins chers, qui sont justement les produits de production locale.

Nous allons continuer à améliorer la législation du travail, notamment en introduisant les meilleures normes internationales du travail de l'OIT. Ainsi, en 2010, la Fédération de Russie a ratifié quatre conventions de l'OIT, dont la convention (n° 135) concernant les représentants des travailleurs, 1971, qui élargit le champ d'activité des organisations syndicales dans les entreprises.

Le gouvernement de la Fédération de Russie a utilisé au mieux ses ressources et tous ses moyens pour soutenir l'économie nationale, et avant tout le secteur réel de l'économie. C'est là que se trouve concentrée la grande majorité des emplois. Toute une série de mesures ont été prises pour soutenir l'industrie automobile, la construction de machines et d'autres secteurs industriels. Le secteur du bâtiment a aussi reçu un soutien massif. Nous avons réussi à éviter une succession de faillites et de fermetures d'entreprises. Nous avons contenu l'augmentation du chômage. Nous avons réussi à jeter les bases du renouvellement, de l'amélioration et de l'efficacité de nos entreprises. De concert avec les régions russes, nous avons mis en place des programmes de grande ampleur de soutien à l'emploi. L'Etat russe a apporté une aide financière aux travaux d'intérêt social et à la reconversion du personnel, en permettant notamment aux citoyens qui le souhaitent de créer leur propre petite entreprise. Nous avons aussi soutenu les personnes devant déménager pour prendre un nouvel emploi.

Nous avons également soutenu toute une série de projets spéciaux concernant, ce que l'on appelle, en Fédération de Russie, les monovilles. Il s'agit d'agglomérations dans lesquelles toute la vie de la ville dépend d'une ou de deux grandes entreprises.

En résumé, pour les seules années 2009 et 2010, la Fédération de Russie a créé ou rétabli plus de 4 millions d'emplois.

Le niveau du chômage, calculé selon la méthodologie du Bureau international du Travail, a baissé. Il est passé de 9,4 pour cent en février 2009 à 7,2 pour cent en avril 2011. Nous sommes bien conscients que cet indicateur reste assez élevé.

Loi de moi, bien entendu, l'intention de dire que toutes les mesures que nous avons prises pour combattre la crise sont parfaites. J'espère en revanche que nul ne doutera que nous avons tout fait pour

prendre en compte au maximum le facteur social dans ces mesures.

Le gouvernement de la Fédération de Russie compte continuer à mener une politique active sur le marché du travail. Nous allons insister non seulement sur le placement des travailleurs mais aussi sur l'amélioration des compétences et sur les possibilités de progression dans l'échelle sociale des travailleurs. Nous souhaitons faire en sorte que les gens puissent se perfectionner dans les domaines les plus recherchés. Nous allons moderniser la formation professionnelle. J'ai aussi eu l'occasion d'expliquer à mes collègues que, parmi les mesures anticrise que nous avons élaborées et négociées dans un cadre tripartite pour soutenir le marché du travail, nous avons pris les suivantes: nous allouons des ressources du budget fédéral à la formation et au recyclage, non seulement des personnes risquant de perdre leur emploi ou l'ayant déjà perdu, mais aussi des femmes qui s'occupent d'enfants en bas âge ou qui sont employées à des travaux dangereux.

Grâce à ces ressources, nous avons aussi aidé les parents d'enfants handicapés, bref toute une série de mesures ont été prises pour aider à surmonter la crise sur le marché de travail, mesures qui sont désormais étendues à d'autres catégories de travailleurs vulnérables, indépendamment des chômeurs. Je pense que ce sont des mesures tout à fait importantes, justifiées et nécessaires et qu'elles ne manqueront pas de porter leurs fruits.

Nous avons l'intention d'aider les catégories de citoyens les plus vulnérables, les personnes dont la capacité est réduite pour des raisons de santé, les parents d'enfants handicapés, etc. En résumé, nous voulons mettre en place toutes les conditions favorables au développement du potentiel humain de notre pays, dans lequel nous voyons le gage du succès et du progrès.

Nous estimons qu'au début de l'année prochaine l'économie russe aura pleinement surmonté les conséquences de la crise, peut-être même dès la fin de cette année. Mais nous travaillons déjà sur des plans et stratégies à long terme pour assurer le développement après la crise, et nous nous fixons un objectif ambitieux: au cours des dix années à venir, nous souhaitons que la Fédération de Russie fasse partie des cinq plus grandes économies du monde et, en termes de PIB par habitant, nous voudrions passer du niveau actuel de 19 700 dollars à plus de 35 000 dollars par habitant. Pour atteindre ces objectifs, il est indispensable de multiplier par deux au minimum la productivité du travail et, dans les secteurs de haute technologie non liés aux matières premières, il faudra atteindre un niveau trois à quatre fois supérieur.

Il faut également supprimer les emplois superflus, les emplois inefficaces dans le secteur public, et créer en échange au moins 25 millions de postes de travail modernes, de haut niveau. Cette tâche n'est pas facile, mais elle peut parfaitement être réalisée, tant pour ce qui est de créer de nouveaux emplois que de revoir le profil des emplois existants pour leur conférer une nouvelle qualité.

Pour vous donner une idée de l'ampleur de cette tâche, on compte aujourd'hui dans l'économie de la Russie quelque 70 millions de personnes actives. Un tiers des postes de travail existants devra être modernisé. C'est une tâche d'ampleur nationale qui va nous occuper au cours des 15 à 20 années à venir et qui ne pourra être accomplie qu'avec l'aide de toute la société, sinon il est impossible d'y parvenir. Je suis persuadé que l'Etat, les entreprises et les syndicats seront, dans cette tâche, de véritables partenaires.

Je tiens à souligner que nous ne céderons rien sur le plan des garanties sociales existantes et n'autoriserons pas, notamment, une augmentation des horaires de travail, un dépassement de la semaine de 40 heures. Nous ne ferons pas non plus d'économies sur la sécurité et la santé au travail, ni sur les normes écologiques. Au cours de l'année écoulée, nous avons pris toute une série de mesures nouvelles, nous avons adopté des textes législatifs et réglementaires qui renforcent la responsabilité de l'Etat et des entreprises en matière de sécurité au travail.

Le développement dynamique de l'économie, l'innovation, la modernisation sont importants pour nous mais ce ne sont pas des buts en soit. Ce qui compte, c'est qu'ils ouvrent des possibilités nouvelles pour la population, qu'ils permettent d'obtenir une meilleure rémunération et d'avoir de meilleures qualifications professionnelles, de s'écarter des travaux dangereux et nuisibles pour la santé, de renforcer la prospérité des familles, d'améliorer le niveau de vie, en un mot, cela change véritablement la qualité de la vie. Nous voulons mettre en place de nouvelles conditions qui soient pleinement conformes aux besoins et aux exigences d'aujourd'hui.

Nous allons suivre le concept de travail décent défini par l'OIT. Nous sommes d'accord avec les postulats qui le sous-tendent et sommes prêts à participer à toutes les mesures en matière sociale et économique qui sont aujourd'hui à l'ordre du jour.

A cet égard, nous avons une proposition concrète, à savoir organiser à l'automne 2012, en Russie, une conférence internationale de haut niveau pour la mise en pratique des directives de l'OIT, telles qu'elles sont exposées dans sa conception du travail décent. J'espère que cette initiative recevra votre appui, Mesdames et Messieurs, et l'appui des Membres de l'Organisation.

En conclusion, permettez-moi de dire ma certitude que l'OIT continuera d'accorder la plus haute importance aux grands problèmes de justice sociale et économique, encourageant ainsi le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

---

Le PRÉSIDENT

Au nom de la Conférence, permettez-moi de vous remercier, Monsieur le Premier ministre, de ce message qui donne des pistes de réflexion pour nos travaux.

*(La séance est levée à 11 h 15.)*

## TABLE DES MATIÈRES

Page

### *Séance spéciale*

|  |   |
|--|---|
| Allocution de Son Excellence M. Vladimir Poutine,<br>Premier ministre de la Fédération de Russie ..... | 1 |
|--|---|

.....  
• Le présent document a été tiré à un nombre restreint d'exemplaires afin de réduire autant que possible l'impact sur  
• l'environnement des activités de l'OIT et de contribuer à la neutralité climatique. Nous serions reconnaissants aux  
• délégués et aux observateurs de bien vouloir se rendre aux réunions munis de leurs propres exemplaires afin de ne  
• pas avoir à en demander d'autres. Nous rappelons que tous les documents de la Conférence sont accessibles sur  
• Internet à l'adresse <http://www.ilo.org>.  
•  
.....